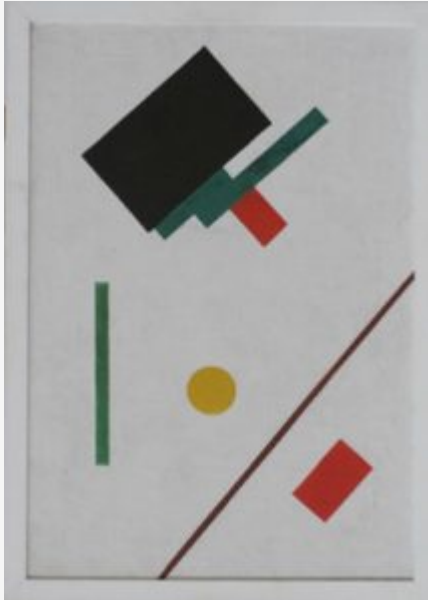




par Emmanuel Jousse

(per gentile concessione da « Cahiers Jaurès », Société d'études jaurésiennes, 2014/2, n. 212-213, pp. 181 à 194)



Kazimir Malevič, "Composizione suprematista" 1915 Olio su tela, Museo di Belle Arti, Tula

Le 21 août 1907, à Stuttgart, la commission du congrès de l'Internationale chargée d'examiner la question du militarisme discute des positions de Gustave Hervé. Le Belge Émile Vandervelde cherche la voie de la médiation, et appelle le congrès à prendre une décision qui ne soit pas le signe d'une « pusillanimité socialiste », suscitant l'objection du président allemand qui rejette l'expression comme une « traduction française ». « C'est du français et du meilleur », réplique Jaurès, suscitant les rires de l'assemblée. Vandervelde demande à préciser son propos, après s'être entretenu avec ses camarades pendant la traduction du discours en allemand. Le délégué autrichien Adler, qui défend la social-démocratie contre Jaurès et Vaillant, déclare ensuite : « Vous, citoyen Vaillant, vous êtes dans notre manière de penser un demi-Allemand, mais cependant vous êtes très souvent obligé de parler votre langue maternelle. Permettez-moi donc de parler notre simple langage allemand. Ne nous attachons pas à des formules ! » (*Congrès Stuttgart 1908*, 147-151). Le contraste est grand avec le meeting public organisé à Cannstatt, quelques jours auparavant, où la solidarité internationale était mise en scène par des discours prononcés dans toutes les langues (*Congrès Stuttgart 1908*, 88-104). La diversité, au lieu d'entretenir la mésentente, était au contraire le signe de la force immense du socialisme, capable de faire parler ensemble des



idiomes différents sans cacophonie. Au congrès de Stuttgart se trouvent ainsi posées toutes les difficultés induites par la diversité des langues dans les congrès de l'Internationale : à la fois les incompréhensions, les lourdeurs des procédures de discussion, les représentations nationales, mais aussi le jeu qu'elles permettent. La tour de Babel que constitue l'Internationale représente une difficulté de taille pour l'historien, dans la mesure où elle ne peut et ne doit pas constituer un problème. Quelle que soit l'inspiration philosophique, la tradition historique, les spécificités nationales, la classe ouvrière est ontologiquement une pour ses militants, et ne peut être fractionnée par aucun des ferments de dissension de la société bourgeoise. Les divisions nationales et linguistiques ne peuvent saper l'aphorisme lancé par Marx et Engels comme une provocation dans le Manifeste communiste en 1848, devenu ensuite un dogme de l'Internationale : les prolétaires n'ont pas de patrie. L'histoire des traducteurs et des traductions en général accentue l'idée d'une « condition ancillaire » du traducteur (Berman 1995), c'est-à-dire la nécessité, pour celui qui fait passer un texte d'une langue à l'autre, de s'effacer pour donner l'illusion d'une communication immédiate entre un auteur et un lecteur. Dans l'Internationale, cette subordination est redoublée d'une dénégation par le mouvement ouvrier lui-même, qui ne peut accepter que l'unité de classe soit menacée par une incompréhension linguistique. Par principe, les traducteurs de l'Internationale ne peuvent donc constituer un objet d'étude : ils disparaissent avant même d'être nommés alors que leur présence est la condition même de



la solidarité de classe. Avant même de les identifier, il faut déterminer la manière dont la question théorique et pratique des traductions se trouve posée depuis les débuts de l'Internationale en 1864. L'analyse doit ensuite conduire à évaluer le rôle politique, bien souvent implicite que jouent ces médiateurs. Cette réflexion sur les traducteurs permet d'envisager concrètement le fonctionnement de l'internationalisme socialiste par l'étude de ses conditions matérielles, et d'inscrire l'histoire des discours dans celle de leurs pratiques.

En 1910 à Copenhague a lieu, comme à chaque congrès de l'Internationale, un meeting public où s'expriment les chefs socialistes. Jaurès, dans son discours, « regrette de ne pouvoir dire en langue danoise tout ce qu'il a dans la pensée, mais les socialistes parlent tous la même langue et le cœur comprendra le cœur » (*Congrès Copenhague 1911*, 65). Reconnaisant la barrière de la langue dans le processus qui doit conduire vers la société idéale, Jaurès révèle l'ambiguïté de la position des socialistes sur la diversité linguistique. Elle est considérée comme une gêne, sans pour autant constituer un objet de discussions propre, contrairement aux milieux scientifiques à la même époque (Rasmussen 1996, 139-144). La question, incomplètement traitée par les socialistes de l'Internationale, a été réglée de façon très empirique. La diversité des langues ne constitue guère une question cruciale pour les théoriciens socialistes de la fin du XIX e siècle. La contradiction entre la diversité constatée des langues et l'unité proclamée du prolétariat explique un désintérêt lié aux origines mêmes de l'internationalisme ouvrier, fondé par des exilés politiques et des ouvriers migrants. Les spécificités culturelles et linguistiques sont écartées pour mettre en avant ce qui est partagé, comme la lutte contre la réaction, ou la défense d'intérêts professionnels. De ce point de vue, la différence des langues compte moins que l'unité de la lutte sociale et politique. L'expérience de l'exil ne permet pas l'émergence d'une réflexion nourrie sur la diversité des langues : la proscription constitue des entre-soi qui favorisent peu la médiation, ou se définissent précisément par la capacité à s'exprimer en plusieurs langues. La proscription



française reste centrée sur elle-même, et les cas de Benoît Malon en Suisse ou de Paschal Grousset à Londres sont exceptionnels (Vincent 1992; Noël 2010). En revanche, comme le montrent certains cas comme Rosa Luxemburg ou Charles Rappoport, la proscription russe ou polonaise est beaucoup plus ouverte à l'étranger (McClellan 1979; Fröhlich 1965). Nul n'est besoin, ni pour les uns ni pour les autres, de réfléchir plus avant sur le rapport de l'Internationale au plurilinguisme : dans le premier cas la question ne se pose pas encore faute de dialogue avec l'étranger, dans le second elle ne se pose plus car les proscrits peuvent emprunter l'idiome des autres. À tous points de vue, il ne semble donc pas que la diversité des langues représente une question propre à susciter la réflexion des socialistes de l'Internationale entre 1864 et 1914.

Cela ne signifie pas que la question ne soit pas discutée. Paradoxalement, elle a lieu d'emblée, au congrès de Lausanne en 1867, lorsque James Guillaume présente un rapport sur la phonographie (Freymond 1962a, 224-231). La discussion, particulièrement riche, oppose les partisans d'une action strictement économique comme Charles Longuet, et ceux d'une action étendue à la politique et la culture – et donc à la langue (Freymond 1962a, 139). Le congrès demande finalement l'adoption d'une langue internationale, et c'est le seul débat de fond en faveur d'une telle mesure dans l'Internationale. La question est ensuite remise à l'ordre du jour, généralement par les délégués ne parlant ni le français, ni l'anglais, ni l'allemand. En 1891, au congrès de Bruxelles, le Hollandais Domela Nieuwenhuis souligne ainsi « la difficulté de comprendre les diverses langues employées au congrès » (*Congrès Bruxelles 1893*, 34) et souhaite l'adoption d'une langue universelle. Cette exigence est généralement portée par les délégués des petits pays qui défendent une langue particulière, et parlent peu, faute d'une tradition d'exil, celle des autres. Les Hollandais suggèrent l'étude du *volapük* au congrès de Zürich en 1893 («Le Journal de Genève», 8 août 1893) et l'Union socialiste Vorwärts de Johannesburg demande l'adoption d'une langue internationale au congrès de Stuttgart en 1907 (*Congrès Stuttgart 1908*, 185-186). Il ne s'agit jamais d'une question de principe, mais bien d'une question instrumentale pour assurer une communication efficace. La question est donc résolue de façon pragmatique : au lieu d'imposer une langue existante ou d'en créer une nouvelle, les socialistes préférèrent la



coexistence des trois langues de travail comprises par l'extrême majorité : le français, l'anglais et l'allemand.

Cette pratique est ancienne et dès 1866, Tolain avait demandé la publication des rapports dans les trois langues (Freymond 1962a, 41). Dans la pratique, le trilinguisme s'impose à l'usage, comme en 1867 lorsque James Guillaume lit successivement le procès-verbal des séances en français, en anglais et en allemand (Freymond 1962a, 113). La deuxième Internationale reprend ensuite cette tradition : les organisateurs du congrès de Zürich en 1893 exigent que les documents préparatoires soient traduits dans les trois langues (*Congrès Zurich* 1977, 47), et cette disposition devient officielle avec la création du Bureau socialiste international en 1900. Son bulletin est rédigé sur trois colonnes, une pour le français, une pour l'anglais et une pour l'allemand (Bulletin BSI 1979).

Plus qu'une question théorique, la traduction en différentes langues constitue un problème pratique résolu dans le cours de l'histoire de l'Internationale. De la fondation de l'Association internationale des travailleurs jusqu'au congrès de scission de La Haye en 1872, la question se pose peu. Ces premiers congrès sont encore modestes et ne réunissent qu'une soixantaine de délégués qui parlent généralement français. Trois de ces congrès ont lieu dans des villes francophones (Genève en 1866, Lausanne en 1867, Bruxelles en 1868), et beaucoup des délégués parlent français: par exemple, 18 délégués viennent de France, 14 viennent de Suisse francophone, alors que 8 viennent de Suisse germanophone et 5 sont envoyés par le Conseil général de Londres. Le plurilinguisme est répandu parmi ces nombreux proscrits : James Guillaume mentionne ainsi dans ses mémoires son retour du congrès de La Haye en 1872 avec la délégation espagnole, et ne fait état d'aucune difficulté de compréhension (Guillaume 1907, 355-356). D'autre part, ces premiers congrès n'ont guère de règlement organisant les discussions et comme beaucoup de questions administratives, le choix des langues de travail est réglé selon les besoins. Au congrès de Lausanne, les procès-verbaux des séances sont lus en français et en allemand, mais « les délégués anglais comprenant l'allemand, il n'est point de procès-verbal anglais » (Freymond 1962a, 116). La langue représente surtout un enjeu symbolique, en particulier dans le choix du lieu où doit se tenir le prochain congrès. Les délégués germanophones demandent ainsi



que le congrès suivant celui de Lausanne soit tenu à Zürich, pour « que le congrès change une fois de langue et se transporte en pays allemand » (Freymond 1962a, 134). La période de l'Internationale antiautoritaire ne change guère ces dispositions, tant elle s'appuie sur les groupes francophones de Suisse, de Belgique et de France.

Après le congrès de Paris en 1889, la question se pose de façon plus urgente. Le nombre de délégués et de pays représentés n'est pas comparable avec celui des congrès de l'AIT, multipliant les difficultés de communication. À Bruxelles en 1891, 375 délégués représentent 14 pays ; à Zürich en 1893, 406 délégués représentent 18 pays ; à Londres en 1896, 746 délégués représentent 22 pays . (Ces statistiques sont établies à partir de la liste des délégués qui figure au début de chaque compte rendu analytique des congrès). Les progrès des transports et de la presse contribuent aussi à une meilleure circulation de l'information, exigeant de traduire systématiquement les comptes rendus pour un public élargi (Donald 2001).

L'urgence avec laquelle se pose la question de la langue de travail après 1889 ne conduit cependant pas à l'approfondissement de la réflexion : pour le congrès de Londres en 1896, l'ILP proposa l'allemand, l'anglais, le français, le *volapük* ou le latin comme langue commune , alors que d'autres groupes choisirent une langue particulière (*Ordre du jour* 1896, 38-39) . Les traductions sont généralement liées aux autres tâches d'organisation du congrès, expliquant qu'elles soient prises en charge par le comité d'organisation (International Socialist Workers and Trade Union Congress 1896, 6) . À partir de 1900, le Bureau socialiste international reprend ces tâches d'organisation, traduction comprise, et c'est lui qui doit publier les rapports nationaux et les projets de résolution dans les trois langues. La centralisation reste très relative, car la publication dépend de l'action des partis nationaux qui doivent remettre les textes traduits, le BSI se contentant de consolider l'ensemble (*Cinquième Congrès* 1901, 101-102 : l'organisation du BSI est arrêtée dans les résolutions sur la première question abordée par le congrès de Paris) . Le Bureau, sans doute en raison de ressources humaines et financières limitées, délègue ses attributions, provoquant parfois retards et lacunes des publications.



La traduction dans l'Internationale n'est pas une question théorique, mais une question pratique visant à assurer la communication entre les délégués. La solution adoptée est celle du trilinguisme. La traduction est indissociable des autres aspects d'organisation des congrès, montrant l'évolution et les limites de l'institutionnalisation de l'Internationale.

Les tâches du traducteur

L'identité des traducteurs est donc difficile à saisir, tout comme la façon dont ils travaillent. La traduction n'était jamais explicite dans un congrès qui a pour fonction de montrer l'unité du prolétariat ; elle est également noyée parmi les autres tâches d'organisation. Mais dans les interstices d'une didascalie ou d'une remarque formelle se lisent une activité nécessaire, omniprésente qu'il est possible de reconstituer.

Chaque discours doit être successivement traduit en trois langues, alourdissant considérablement la discussion et le travail des traducteurs. Les appels à l'ordre des délégués pour entendre les discours traduits sont récurrents, comme le note Georges Renard dans ses souvenirs du congrès de Londres en 1896 : « Comme il arrive trop souvent dans les assemblées délibérantes, des questions plus sérieuses, mais qui n'étaient pas de nature à soulever des discussions aussi passionnées, étaient bâclées en vitesse. Il faut dire que les obligations de répéter chaque discours en trois langues, allemand, français, anglais ne permettait pas de s'attarder » (Papiers Renard).

Ces contraintes imposent un calme difficile à maintenir. Au même congrès de Londres, par exemple, les traducteurs manifestent leur mécontentement devant le brouhaha de la salle qui les empêche d'entendre les discours, et demandent que les orateurs s'expriment à partir d'une tribune surélevée (*International Socialist* 1896, 15) . Ces difficultés peuvent déterminer le vote des résolutions, comme au congrès de Paris en 1900, lorsque les délégués allemands déclarent que « s'ils continuaient à ne pouvoir entendre distinctement et complètement la traduction qui leur est faite des discours, ils risquaient de voter contre leur conscience, en donnant un vote qui ne serait pas suffisamment éclairé (*Compte rendu Paris 1901, 139*) ». La fonction de traducteur ne semble pas être identifiée comme telle avant une date tardive,



puisque les traducteurs officiellement nommés sont parfois remplacés par d'autres militants. Au congrès de Paris en 1900, Clara Zetkin et Smith Headingly, officiellement désignés, sont concurrencés par Rosa Luxemburg qui s'exprime en français, ou Vandervelde qui traduit le discours d'Adler (*Compte rendu Paris 1901*, 14, 43 e 46).

Ces difficultés n'aident guère à identifier des traducteurs, qui mettent tout en œuvre pour rester à l'abri des regards et maintenir l'illusion d'une classe ouvrière parlant une seule langue. Mais comme leurs conditions de travail, leurs noms apparaissent tout au détour d'une phrase des comptes rendus. À nouveau, deux périodes doivent être distinguées, de part et d'autre des congrès de Zürich en 1893 et de Londres en 1896.

Pendant la première période, les traducteurs sont désignés parmi les délégués en raison de leurs compétences, et sans continuité d'un congrès à l'autre. Ainsi pour le congrès de Genève en 1866 et de Lausanne en 1867, Eccarius traduit les discours en anglais et en allemand. Au congrès de Bruxelles en 1868, Jung traduit en anglais, Lessner en allemand, et Van der Berghe en flamand. Au congrès de La Haye en 1872, Dupont, Frankel et Eccarius sont nommés traducteurs officiels (Freymond 1962b, 38, 116, 244). À partir de 1889 apparaît une continuité dans le choix des traducteurs, comme Eleanor Marx qui occupe cette fonction à Bruxelles, à Zürich et à Londres. Certains délégués deviennent alors les traducteurs réguliers de l'Internationale. La traduction de l'anglais est effectuée par Smith Headingly, parfois mentionné sous le nom d'Adolphe Smith. Né en 1846, il prend part à la Commune et adhère à l'AIT (Hannavy 2013). Il s'installe ensuite à Londres, et écrit régulièrement sur le mouvement ouvrier britannique dans *Le Prolétariat* après 1884 (Jousse 2013). Présent lors des conférences ouvrières organisées par les possibilistes en 1885, 1886 et 1888, Smith-Headingly participe ensuite à chacun des congrès de l'Internationale et sa fonction lui permet d'enraciner une légitimité fondée sur la continuité. À partir du congrès de Paris en 1889, la traduction de l'allemand est assurée par Clara Zetkin, née Clara Eissner en 1857. En 1878, au moment de l'interdiction du parti en Allemagne, elle s'exile à Zürich et y épouse le Russe Ossip Zetkin (Puschnerat 2003). Elle s'installe à Paris en 1882, et participe au congrès anti-possibiliste qui relance l'Internationale. Ses années d'exil lui donnent une bonne connaissance du français, éventuellement de l'anglais. Lorsqu'elle s'engage dans le



socialisme international, elle est âgée d'une trentaine d'années et s'impose par cette fonction traductrice. Les incidents de traduction qui la mettent en cause sont nombreux, comme au congrès de Zürich en 1893 : « Un sieur Gilles a dit dans une réunion d'indépendants que Mme Clara Zetkin, de Stuttgart, avait mal traduit certains discours et s'était rendue ridicule. La délégation suisse proteste contre cette assertion reproduite par un journal local. Le citoyen Gilles explique qu'on l'a mal compris. La citoyenne Zetkin, dans sa robe vanille brodée de violet, déclare sur un ton très haut que tout ce que peut dire le citoyen Gilles ne la touche pas : "il faut laisser aboyer les chiens" » (Le Journal de Genève, 12 agosto 1893).

La figure d'Henri De Man est moins importante puisqu'elle apparaît à partir du congrès de Copenhague en 1910, alors que le BSI s'institutionnalise sous la direction de Camille Huysmans. Son profil est celui du traducteur cosmopolite, et non du traducteur proscrit. La lecture de ses mémoires le montre à la confluence de plusieurs cultures, bénéficiant d'un milieu aisé qui lui permet de vivre en Allemagne en 1907, puis en Grande-Bretagne en 1910 (De Man 1948; Brelaz 1974).

Deux profils de traducteurs peuvent donc être identifiés. Ils peuvent d'abord être des dirigeants bien intégrés dans le socialisme international, qui interviennent épisodiquement selon les besoins. Dans ce cas, la traduction n'est qu'une activité parmi d'autres, qui n'offre pas de légitimité particulière. Ils peuvent aussi être des militants marginaux, en raison de leur âge, de leur sexe, ou de leur situation d'exil, qui tirent une position de cette fonction. Dans les deux cas, la traduction n'est jamais une fin en soi, mais un tremplin pour atteindre une légitimité internationale. Elle occupe aussi une fonction de médiation entre deux systèmes linguistiques et culturels.

Le rôle politique des traducteurs de l'Internationale

Parce qu'ils sont des médiateurs entre deux langues, les traducteurs jouent un rôle crucial en filtrant les informations qu'ils font basculer d'une langue à l'autre. Le problème de la traduction a beau être masqué par la mise en scène de l'unité du prolétariat, c'est une



question qui en sature l'histoire, depuis ses origines.

Au congrès de Londres en 1864 ont été adoptés des statuts provisoires, rédigés par Marx en anglais. Comme la réunion donne aussi la part belle aux délégués français, il est décidé d'en confier la traduction à la section parisienne. Or, celle-ci est divisée entre Tolain, Fribourg et Limousin, favorables à l'action autonome du prolétariat, et les partisans d'une lutte partagée avec les républicains. C'est dans ce contexte que la traduction française des statuts provisoires transforme le texte (Guillaume 1905, 9-25) : dans l'original, « l'émancipation des travailleurs est le grand but auquel tout mouvement politique devrait être subordonné comme moyen », mais le groupe parisien ôta l'expression « comme moyen » pour mieux indiquer que l'émancipation doit être poursuivie indépendamment de l'agitation républicaine. Cette version circule en France de façon informelle, avant d'être adoptée à Genève en 1866 (Freymond 1962a, 68-69), puis est utilisée dans le débat entre les partisans de Marx et ceux des fédérations jurassiennes et de Bakounine. Pour les premiers, la version française des statuts est la marque d'une influence nocive des autonomistes, marqués par l'abstentionnisme proudhonien (Guillaume 1907, 202-207). Liés à l'Internationale elle-même, les incidents de traduction se répètent à chaque congrès, sans être le signe d'une manipulation systématique puisque beaucoup sont dus aux aléas d'une transcription sur le vif. Mais dans certains cas leur importance est considérable, comme au congrès de Paris en 1900, dont les discussions portent sur la participation ministérielle. L'organisation du prochain congrès est débattue et Vienne est proposée. Devant l'objection d'un délégué qui craint la répression, Adler répond que la police autrichienne est tracassière, mais que « l'Autriche n'en a pas le privilège ; et sous la République même, avec un gouvernement où il y a un ministre socialiste, on a créé des difficultés sérieuses à Plekhanoff et à Bebel pour leur permettre d'assister à ce congrès. Je dois reconnaître que l'Autriche est encore plus policière que la France » (*Compte rendu Paris 1901*, 144). Une note complète cette déclaration : « Le sténographe n'a pas pris note d'un petit incident qui se produisit ici : le citoyen Adler avait parlé en allemand et ses paroles avaient été traduites par la citoyenne Zetkin, mais ce citoyen comprend le français et il s'aperçut que la traductrice avait exagéré le rapprochement établi entre la France et l'Autriche et la portée des observations relatives à



Millerand. Il protesta vivement » (*Compte rendu Paris 1901*, 145).

Naturellement, cette escarmouche doit être intégrée dans le débat plus large sur la question ministérielle, dans la quelle Adler défend une position nuancée alors que Zetkin s'y oppose nettement. Les traducteurs agissent donc comme des acteurs politiques, pouvant utiliser la procédure pour imposer un point de vue. Le cas le plus visible est celui des congrès qui suivent la reprise du cycle internationaliste après 1889 : la liste des traducteurs à Bruxelles en 1891 n'est pas mentionnée, mais le compte rendu fait apparaître Eleanor Marx et son compagnon Edward Aveling, ainsi que Bebel. À Zürich, le compte rendu en allemand mentionne Eleanor Marx, Smith Headingley, Helmann, Bonnier et Andreas Scheu, ainsi que Clara Zetkin mise en scène par le Journal de Genève. Au congrès de Londres, les traducteurs sont Eleanor Marx, Eduard Bernstein, Wilhelm Liebknecht, Jean Sigg, Smith Headingley et Clara Zetkin. Dans ces trois congrès, ce sont les proches de Marx et d'Engels qui apparaissent le plus souvent, comme si la place des traducteurs devenait aussi stratégique que celle des organisateurs. Invisible, la fonction du traducteur apparaît centrale pour comprendre les affrontements politiques et idéologiques dans les congrès, ainsi que la victoire progressive et nuancée des marxistes. La fondation du Bureau socialiste international, et l'institutionnalisation relative des congrès vient nuancer cet aspect, et le traducteur passe très progressivement du statut de médiateur à celui d'administrateur.

C'est aussi que le problème de la diversité des langues change de sens dans les premières années du XXe siècle, pour devenir la manifestation du projet socialiste. Le plurilinguisme est d'abord le signe que le monde des travailleurs est en mesure de se rassembler pour élaborer un projet commun. Cette capacité à faire fi des barrières culturelles et linguistiques est mise en scène dans les moments de convivialité, comme au congrès de Bruxelles en 1891 alors que les délégués sont reçus à la maison du peuple de Gand : « on entend des discours dans toutes les langues. Chacun vient, s'exprimant dans son langage, faire connaître la sympathie des travailleurs de son pays pour ceux des autres nationalités » (*Congrès Bruxelles 1893*, 21). Cette tradition du meeting dans le quel sont entendues toutes les langues se reproduit ensuite dans tous les congrès jusqu'au congrès de Copenhague en 1910, au point que Vaillant « regrette que la différence de langue rende la compréhension difficile, mais c'est un



signe admirable pour l'esprit qui anime le mouvement ouvrier internationale que l'on soit parvenu, malgré ces difficultés à organiser une telle démonstration » (*Congrès Copenhague 1911*, 69). Il faut donc constater une évolution dans cette pratique des langues : avec l'AIT, la question est faiblement posée, à partir de 1889 elle devient un enjeu politique dans la mesure où elle fait partie des fonctions d'organisation qu'il faut contrôler, à partir de 1900 et de l'institutionnalisation de l'Internationale elle devient le signe maîtrisée de l'universalité du socialisme.

Les traducteurs de l'Internationale en ses congrès avancent à pas masqués parce qu'ils portent les rides des contradictions du mouvement ouvrier qui ne peut échapper aux frontières culturelles de la bourgeoisie. L'impensé ne doit cependant pas être surinvesti. L'activité des traducteurs n'est pas traitée comme un problème théorique parce qu'elle est résolue comme une question d'organisation, au cas par cas dans l'AIT lorsque la modestie des assises n'exige pas davantage ; de façon plus régulière après 1889 lorsque l'Internationale se met en scène comme le parlement mondial de l'humanité ouvrière. C'est dans cette transition que s'irise la teinte politique d'une fonction ambiguë, qui fait du traducteur l'enjeu et l'agent d'une lutte d'influence, avant l'institutionnalisation de l'Internationale dans les années qui précèdent immédiatement la guerre. Ni manipulateurs ni agents neutres, les traducteurs se tiennent dans une zone grise qui qualifie l'analyse historique des traductions dans la deuxième Internationale. Faire passer des idées ou des textes d'une culture politique à l'autre relève bien souvent d'une « intervention politique » (Jaume, Laquière 2005), dont il faut démonter les ressorts. Mais l'analyse qui précède montre que la circulation des idées socialistes avant 1914 relève surtout d'une communication, dont l'objet serait de rendre accessible un mot choisi, sans nécessairement le manipuler ni encore moins le créer.

Remerciements

L'auteur remercie Aldo Agosti, pour son remarquable travail de traduction, et Elisa Marcobelli, pour sa relecture attentive.



Sources d'archive

Papiers Renard: Papiers Georges Renard, Bibliothèque historique de la Ville de Paris, MS 2498, f. 152

Références bibliographiques

Address: Address and Provisional Rules of the Working Men's International Association, London, November 1864, ora in *Marx-Engels Gesamtausgabe* (MEGA), I Abteilung, Band 20, pp. 3-12

Berman 1995: Antoine Berman, *L'épreuve de l'étranger. Culture et traduction dans l'Allemagne romantique: Herder, Goethe, Schlegel, Novalis, Humboldt, Schleiermacher, Hölderlin*, Paris, Gallimard, Collection « Tel », 1995 [1984]

Brelaz 1974: Michel Brelaz, *Pacifisme et internationalisme dans la première partie de l'oeuvre d'Henri De Man (1902-1941)*, in «Revue européenne des sciences sociales et Cahiers Vilfredo Pareto», tome XII, 1974, 31, Genève, Éditions Droz

Bulletin BSI 1979: *Bulletin périodique du Bureau socialiste international, 1909-1913, années I-VI, numéros 1-11 et suppléments*, Introduction de Georges Haupt, Genève, Minkoff Reprints, 1979

Cinquième congrès 1901: Cinquième congrès socialiste international, tenu à Paris du 23 au 27 septembre 1900, compte rendu analytique officiel, Paris, société nouvelle de

Compte rendu Paris 1901: Compte rendu sténographique non officiel de la version française du cinquième congrès socialiste international, tenu à Paris du 23 au 27 septembre 1900, Paris, Cahiers de la Quinzaine

Congrès Bruxelles 1893: Congrès international ouvrier socialiste, tenu à Bruxelles du 16 au 23 août 1891. Rapport publié par le secrétariat belge, Bruxelles, Imprimerie Veuve Désiré



Brismée

Congrès Copenhague 1911: VIIIe Congrès socialiste international tenu à Copenhague du 28 août au 3 septembre 1910. Compte rendu analytique publié par le secrétariat du Bureau socialiste international, Gand, Société coopérative Volksdrukkerij

Congrès Stuttgart 1908: VIIe Congrès socialiste international, tenu à Stuttgart du 16 au 24 août 1907. Compte rendu analytique publié par le secrétariat du Bureau socialiste international, Bruxelles, Imprimerie-lithographie Veuve Désiré Brismée

Congrès Zurich 1977: Congrès international ouvrier socialiste tenu à Zurich du 6 au 12 août 1893, introduction de Michel Winock, Genève, Minkoff Reprint, p. 47.

De Man 1948: Henri De Man, Cavalier seul. 45 années de socialisme européen, Genève, Les Éditions du Cheval Ailé

Donald 2001: Maria Donald, Workers of the World Unite? Explaining the Enigma of the Second International, in Martin H. Geyer and Johannes Paulmann, The Mechanics of Internationalism. Culture, Society and Politics from the 1840s to the First World War, Oxford, Oxford University Press

Freymond 1962a: La Première internationale. Recueil de documents publiés sous la direction de Jacques Freymond, textes établis par Henri Burgelin, Knut Langfeldt et Miklos Molnar, introduction par Jacques Freymond, vol. I, Genève, Droz

Freymond 1962b: Procès verbal du 5e congrès général de l'Association internationale des travailleurs, tenu à La Haye en septembre 1872, in La Première internationale. Recueil de documents publiés sous la direction de J. Freymond, Textes établis par Henri Burgelin, Knut Langfeldt et Miklos Molnar, vol. II, Genève, Droz

Fröhlich 1965: Paul Fröhlich, Rosa Luxemburg. Sa vie et son oeuvre, Paris, François Maspero.

Guillaume 1905: James Guillaume, L'Internationale. Documents et souvenirs, vol. I, Paris,



Société nouvelle de librairie et d'édition

Guillaume 1907: James Guillaume, *L'Internationale. Documents et souvenirs*, vol. II, Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition

Hannavy 2013: John Hannavy, *Headingley, Adolphe Smith (1846-1924)*, in *Encyclopaedia of Nineteenth Century Photography*, edited by John Hannavy, London, Routledge

International Socialist 1896: *International Socialist Workers and Trade Union Congress. Report of Proceedings, List of British Foreign Delegates and Balance Sheet*, London, Twentieth Century Press

Jaume, Laquière 2005: Lucien Jaume, Alain Laquière (dir.), *Interpréter les textes politiques* «Cahiers du CeViPoF», 39

Jousse 2013: Emmanuel Jousse, *La construction intellectuelle du socialisme réformiste de la Commune à la Grande Guerre*, thèse de doctorat d'histoire, soutenue le 9 décembre 2013, sous la direction de Marc Lazar, Paris, IEP de Paris

McLellan 1979: Woodford McLellan, *Revolutionary Exiles. The Russians in the First International and the Paris Commune*, Londres, Routledge

Noël 2010: Xavier Noël, *Paschal Grousset. De la Commune de Paris à la Chambre des députés, de Jules Verne à l'olympisme*, Bruxelles, Les Impressions nouvelles

Ordre du jour 1896: *Ordre du jour du Congrès international socialiste des travailleurs et des chambres syndicales ouvrières*, Londres, Twentieth Century Press Limited, 1896

Puschnerat 2003: Tania Puschnerat, *Clara Zetkin. Bürgerlichkeit und Marxismus. Eine Biographie*, Essen, Klartext-Verlagsgesellschaft

Rasmussen 1996: Anne Rasmussen, *À la recherche d'une langue internationale de la science 1880-1914*, in *Science et langues en Europe*, [colloque, Paris 14-16 novembre 1994, organisé



par le] Centre Alexandre Koyré ; sous la direction de Roger Chartier et Pietro Corsi, Paris, École des hautes études en sciences sociales; Centre national de la recherche scientifique; Muséum national d'histoire naturelle

Vincent 1992: Steven K. Vincent, *Between Marxism and Anarchism. Benoît Malon and French Reformist Socialism*, Oakland, University of California Press



Kasimir Malevič, "Quadrato nero e quadrato rosso", 1915, olio su tela, MOMA, New York

di Aldo Agosti

(traduzione da *Les traducteurs de l'Internationale* di Emmanuel Jousse)

Il 21 agosto 1907, a Stoccarda, la commissione del congresso dell'Internazionale [socialista] incaricata di esaminare la questione del militarismo discute delle posizioni di Gustave Hervé. Il belga Emile Vandervelde cerca una mediazione ed esorta il congresso a prendere una decisione che non sia un segnale di *pusillanimité socialiste*, «pusillanimità socialista», suscitando l'obiezione del presidente tedesco che respinge l'espressione come una «traduzione francese». «E' francese, e del miglior francese», replica Jaurès, suscitando l'ilarità dell'assemblea. Il delegato austriaco Adler, che difende la socialdemocrazia dalle critiche di Jaurès e Vaillant, dichiara poi: «Voi, cittadino Vaillant, siete a nostro modo di vedere un mezzo tedesco, ma ciononostante siete molto spesso obbligato a parlare la vostra madrelingua. Permettetemi dunque di parlarvi il nostro semplice linguaggio tedesco. Non aggrappiamoci alle formule!» (*Congrès Stuttgart 1908*, 147-151). Grande è il contrasto rispetto alla riunione organizzata qualche giorno prima a Cannstatt, in cui la solidarietà internazionale veniva ostentata in discorsi



pronunciati in tutte le lingue (*Congrès Stuttgart 1908*, 88-104). La varietà, invece che fonte di malintesi, era il segnale della forza immensa del socialismo, capace di far parlare insieme idiomi diversi senza cacofonia. Al congresso di Stoccarda vengono invece in luce tutte le difficoltà che sorgono dalle diversità linguistiche nelle assise dell'Internazionale: le incomprensioni, le pesantezze delle procedure di discussione, le rappresentazioni nazionali, ma anche le schermaglie a cui danno luogo.

La torre di Babele costituita dall'Internazionale rappresenta per lo storico una sfida di non poco conto, proprio perché – paradossalmente – non può e non deve essere vista come un problema. Quali che siano l'ispirazione filosofica, la tradizione storica, la specificità nazionale, per i suoi militanti la classe operaia è ontologicamente una e non può essere frammentata dai fermenti di discordia propri della società borghese. Le divisioni nazionali e linguistiche non possono inficiare l'aforisma lanciato come provocazione da Marx e Engels nel *Manifesto comunista* del 1848, poi diventato un dogma dell'Internazionale: i proletari non hanno patria. La storia dei traduttori e delle traduzioni in generale sottolinea l'idea di una *condition ancillaire* » *du traducteur* (Berman 1995: condizione ancillare del traduttore), cioè della necessità, per chi trasferisce un testo da una lingua a un'altra, di cancellarsi per dare l'illusione di una comunicazione immediata tra autore e lettore. Nell'Internazionale, questa difficoltà è accentuata dal rifiuto dello stesso movimento operaio, il quale non può accettare che l'unità di classe sia minacciata da un'incomprensione linguistica. Per principio, i traduttori dell'Internazionale non possono costituire oggetto di studio: scompaiono prima ancora di essere nominati, dato che la loro presenza è la condizione stessa della solidarietà di classe. Prima ancora di identificarli, bisogna capire in quale modo – dagli esordi dell'Internazionale nel 1864 – viene posta la questione teorica e pratica delle traduzioni. L'analisi deve poi portare a valutare il ruolo politico, molto spesso implicito, svolto da tali mediatori. Questa riflessione sui traduttori consente di esaminare concretamente il funzionamento dell'internazionalismo socialista attraverso lo studio delle sue condizioni materiali e di



inquadrare la storia dei discorsi in quella delle pratiche.

Nel 1910 ha luogo a Copenaghen, come in ogni congresso dell'Internazionale, una assemblea pubblica in cui prendono la parola i leader socialisti. Jaurès, nel suo discorso, *regrette de ne pouvoir dire en langue danoise tout ce qu'il a dans la pensée, mais les socialistes parlent tous la même langue et le cœur comprendra le cœur* (Congrès Copenhague 1911, 65): si dice cioè «rammaricato di non potere dire in danese tutto quello che ha nel pensiero, ma i socialisti parlano tutti la stessa lingua, e il cuore capirà il cuore» (Congrès Copenhague 1911, 65). Riconoscendo che nel processo che deve condurre alla società ideale esiste una barriera linguistica, Jaurès rivela l'ambiguità della posizione dei socialisti sulla diversità linguistica. Essa è considerata un impaccio, senza peraltro costituire – contrariamente a quanto avviene, nella stessa epoca, negli ambienti scientifici (Rasmussen 1996, 139-144) l'oggetto di una vera discussione. La questione, trattata in modo insufficiente dai socialisti dell'Internazionale, è stata risolta in maniera molto empirica.

La diversità di lingue non costituisce affatto una questione cruciale per i teorici socialisti della fine dell'Ottocento. La contraddizione tra la constatata diversità degli idiomi e la proclamata unità del proletariato spiega un disinteresse legato alle origini stesse dell'internazionalismo operaio, che aveva la sua base tra gli esuli politici e gli operai migranti. Le specificità culturali e linguistiche sono accantonate per mettere in primo piano ciò che è condiviso, come la lotta contro la reazione e la difesa degli interessi professionali. Da questo punto di vista, la differenza delle lingue conta meno dell'unità nella lotta sociale e politica. Dall'esperienza dell'esilio non emerge una riflessione approfondita sulla diversità degli idiomi: la proscrizione dà luogo alla formazione di ambienti chiusi, che favoriscono poco la mediazione, o si definiscono proprio per la capacità di esprimersi in diverse lingue. La comunità degli esuli francesi, per esempio, resta chiusa in sé stessa, e i casi di *Benoît Malon* in Svizzera o di *Paschal Grousset* a Londra rappresentano un'eccezione (Vincent 1992; Noël 2010), mentre, come indicano i casi di *Rosa Luxemburg* o di *Charles Rappoport*, gli esuli russi o polacchi sono più aperti verso l'esterno (McClellan 1979; Fröhlich 1965).

Non c'è alcuna necessità, né in un caso né nell'altro, di riflettere più a fondo sul rapporto tra



Internazionale e multilinguismo: nel primo caso la questione, in mancanza di dialogo con lo straniero, non si pone ancora; nel secondo non si pone più perché gli esuli prendono a prestito l'idioma degli altri. Da qualsiasi punto di vista, dunque, non pare che la diversità di lingue rappresenti una questione tale da suscitare la riflessione dei socialisti dell'Internazionale fra il 1864 e il 1914.

Ciò non significa che la questione non venga discussa. Paradossalmente, si pone subito al congresso di Losanna del 1867, quando James Guillaume presenta un rapporto sulla fonografia (Freymond 1962a, 224-231). La discussione, particolarmente ricca, contrappone i fautori di un'azione strettamente economica, come Charles Longuet, e quelli di un'azione che investa anche la politica e la cultura - e quindi la lingua (Freymond 1962a, 139). Il congresso alla fine chiede l'adozione di una lingua internazionale, ed è il solo il dibattito significativo nell'Internazionale in cui si manifesti una posizione favorevole a una simile misura. La questione, in seguito, torna all'ordine del giorno, generalmente per iniziativa dei delegati che non parlano né il francese, né l'inglese, né il tedesco. Nel 1891, al congresso di Bruxelles, l'olandese Domela Nieuwenhuis sottolinea *la difficulté de comprendre les diverses langues employées au congrès (Congrès Bruxelles 1893, 34)*, ossia «la difficoltà di parlare le diverse lingue utilizzate al congresso» e auspica l'adozione di una lingua universale. Questa esigenza è in genere sostenuta dai delegati dei paesi piccoli, che difendono una lingua particolare e parlano poco, se non hanno una tradizione di esilio, quelle degli altri. Al congresso di Zurigo del 1893 gli olandesi suggeriscono lo studio del *volapük*, la lingua artificiale ausiliaria ideata tra il 1879 e il 1880 da Johann Martin Schleyer, un sacerdote cattolico tedesco («Le Journal de Genève», 8 agosto 1893), e anche l'Unione socialista Vorwärts di Johannesburg chiede al Congresso di Stoccarda del 1907 l'adozione di una lingua internazionale (*Congrès Stuttgart 1908, 185-186*). Non si tratta di una questione di principio, ma del problema di garantire una comunicazione efficace. La questione è risolta allora in modo pragmatico: invece d'imporre una lingua esistente o di crearne una nuova, i socialisti preferiscono la coesistenza di tre lingue di lavoro comprese dalla stragrande maggioranza: il francese, l'inglese, il tedesco.

Questa prassi risale già al 1866, quando Tolain aveva chiesto la pubblicazione dei rapporti in tre lingue (Freymond 1962a, 41). In pratica, il trilinguismo si impone nell'uso, come nel 1867,



quando James Guillaume legge di seguito i verbali delle sedute in francese, in inglese e in tedesco (Freymond 1962a, 113). Anche la Seconda Internazionale riprende questa tradizione: gli organizzatori del congresso di Zurigo del 1893 esigono che i documenti preparatori siano tradotti nelle tre lingue (*Congrès Zurich* 1977, 47) e questa disposizione diviene ufficiale con la costituzione del Bureau socialiste international nel 1900. Il suo bollettino è redatto su tre colonne, una per il francese, una per l'inglese e una per il tedesco (Bulletin BSI 1979).

Più che una questione teorica, la traduzione in lingue diverse costituisce un problema pratico, risolto di volta in volta nel corso della storia dell'Internazionale. Dalla fondazione dell'Associazione internazionale dei lavoratori (AIL) fino al congresso della scissione, all'Aia nel 1872, la questione si pone di rado. I primi congressi sono ancora di proporzioni ridotte e riuniscono al massimo una sessantina di delegati che in genere parlano francese. Tre di questi congressi hanno luogo in città francofone (Ginevra nel 1866, Losanna nel 1867, Bruxelles nel 1868), e molti dei delegati parlano francese. Al congresso di Ginevra, per esempio, 18 delegati vengono dalla Francia, 14 dalla Svizzera francofona, mentre 8 provengono dalla Svizzera germanofona e 5 sono inviati del Consiglio generale di Londra. Fra i molti esuli il multilinguismo è diffuso: James Guillaume ricorda nelle sue memorie il proprio ritorno dal congresso dell'Aia insieme con la delegazione spagnola e non registra nessuna difficoltà di comprensione (Guillaume 1907, 355-356). D'altra parte, questi primi congressi non hanno regolamentazione di sorta e, come molte questioni amministrative, la scelta delle lingue di lavoro è decisa in base alla necessità. Al congresso di Losanna, i verbali delle sedute sono letti in francese e in tedesco ma, «poiché i delegati inglesi capiscono il tedesco, non c'è alcun verbale in inglese» (Freymond 1962a, 116). La lingua rappresenta soprattutto una posta simbolica, in particolare riguardo alla scelta del luogo in cui si dovrà tenere il prossimo congresso. I delegati germanofoni chiedono così che il congresso successivo a quello di Losanna si tenga a Zurigo, affinché *le congrès change une fois de langue et se transporte en pays allemand* (Freymond 1962a, 134: «il congresso cambi per una volta lingua e si trasferisca in un paese tedesco»). Il periodo dell'Internazionale antiautoritaria, per quanto veda protagonisti i gruppi francofoni di Svizzera, Belgio e Francia, non cambia affatto queste disposizioni. Dopo il congresso di Parigi del 1889, la questione si pone con maggiore urgenza.



Il numero dei delegati e dei paesi rappresentati non è paragonabile a quello dei congressi dell'AIL, e questo moltiplica le difficoltà di comunicazione. Dagli elenchi dei delegati che compaiono all'inizio di ciascuno dei resoconti analitici dei congressi risulta che a Bruxelles, nel 1891, 375 delegati rappresentano 14 paesi; a Zurigo, nel 1893, 406 delegati ne rappresentano 18; a Londra nel 1896 746 ne rappresentano 22. Anche i progressi dei trasporti e della stampa contribuiscono a una circolazione migliore dell'informazione e obbligano a tradurre sistematicamente i resoconti per un pubblico più largo (Donald 2001). L'urgenza con cui si pone la questione della lingua di lavoro dopo il 1889 non porta tuttavia ad approfondire la riflessione in proposito: per il congresso di Londra del 1896 l'Independent Labour Party propone come lingua comune il tedesco, l'inglese, il francese, il *volapük* o il latino, mentre altri gruppi scelgono una lingua particolare: il francese per la sezione di Walworth della Socialist Democratic Federation; l'inglese per la sua sezione di Canning Town (*Ordre du jour* 1896, 38-39). Le traduzioni sono in generale legate agli altri compiti organizzativi del congresso e ciò spiega che siano di competenza del comitato di organizzazione (International Socialist Workers and Trade Union Congress 1896, 6). A partire dal 1900, è al Bureau Socialiste International che tocca assumere questi compiti organizzativi, ivi compresa la traduzione, e pubblicare nelle tre lingue i rapporti nazionali e i progetti di risoluzione. La centralizzazione rimane molto relativa, perché la pubblicazione dipende dall'iniziativa dei partiti nazionali, che devono far pervenire i testi tradotti, mentre il BSI (la cui organizzazione è stabilita nella risoluzione sulle prime questioni poste dal congresso di Parigi - *Cinquième Congrès* 1901, 101-102) si limita ad assemblare il tutto. Il Bureau, senza dubbio a causa delle risorse umane e finanziarie limitate, delega le proprie competenze, provocando talvolta ritardi e lacune nelle pubblicazioni.

Nell'Internazionale la traduzione non è una questione teorica, ma un problema pratico, e mira ad assicurare la comunicazione tra i delegati. La soluzione adottata è quella del trilinguismo. La traduzione è inseparabile dagli altri aspetti organizzativi dei congressi, ed è la spia dell'evoluzione e dei limiti dell'internazionalismo.

I compiti del traduttore



Difficile è dunque cogliere l'identità dei traduttori, come lo è il loro modo di lavorare. In un congresso che ha la funzione di dimostrare l'unità del proletariato la traduzione non è mai esplicita, ed è ugualmente sommersa tra tutti gli altri compiti organizzativi. Ma negli interstizi di una didascalia o di una notazione formale si può leggere - e ricostruire - un'attività necessaria, onnipresente.

Ogni discorso deve essere successivamente tradotto in tre lingue, cosa che appesantisce considerevolmente la discussione e il lavoro dei traduttori. Ricorrenti sono i richiami all'ordine dei delegati per poter ascoltare i discorsi tradotti, nota Georges Renard nei suoi ricordi del congresso di Londra del 1896:

Comme il arrive trop souvent dans les assemblées délibérantes, des questions plus sérieuses, mais qui n'étaient pas de nature à soulever des discussions aussi passionnées, étaient bâclées en vitesse. Il faut dire que les obligations de répéter chaque discours en trois langues, allemand, français, anglais ne permettait pas de s'attarder (Papiers Renard: «Come troppo spesso succede nelle assemblee deliberanti, questioni serie ma non tali per loro natura da suscitare discussioni appassionate erano affrontate in modo rapido e abbracciato. Bisogna dire che l'obbligo di ripetere ogni discorso in tre lingue - tedesco, francese, inglese - non permetteva di indugiare»).

Questi vincoli impongono una calma che non sempre è facile mantenere. Nello stesso congresso di Londra, per esempio, i traduttori esprimono disagio per il brusio in sala che impedisce loro di sentire i discorsi, e chiedono che gli oratori parlino da una tribuna rialzata (*International Socialist* 1896, 15). Simili difficoltà possono persino distorcere la votazione delle mozioni, come accade al congresso di Parigi del 1900, quando i delegati tedeschi dichiarano che

s'ils continuaient à ne pouvoir entendre distinctement et complètement la traduction qui leur est faite des discours, ils risquaient de voter contre leur conscience, en donnant un



vote qui ne serait pas suffisamment éclairé (Compte rendu Paris 1901, 139: «se avessero continuato a non poter sentire distintamente e completamente la traduzione che veniva loro fatta dei discorsi, avrebbero rischiato di votare contro coscienza, esprimendo un voto non sufficientemente consapevole»).

La funzione del traduttore non pare essere identificata come tale se non molto più avanti negli anni, tanto che i traduttori ufficialmente designati sono a volte sostituiti da altri militanti. Al congresso di Parigi del 1900 Clara Zetkin e Smith Headingley, nominati ufficialmente, devono misurarsi con la concorrenza di Rosa Luxemburg, che si esprime in francese, o di Vandervelde, che traduce il discorso di Adler (*Compte rendu Paris 1901, 14, 43 e 46*).

Simili difficoltà non aiutano minimamente a identificare i traduttori, che fanno di tutto per restare lontani dalla ribalta e mantenere l'illusione di una classe operaia che parla una sola lingua. Ma, al pari della loro condizione lavorativa, i loro nomi compaiono in una semplice frase dei resoconti. Di nuovo, si devono distinguere due periodi, separati dai congressi di Zurigo del 1893 e di Londra del 1896. Nel primo periodo i traduttori sono designati tra i delegati in ragione delle loro competenze, e senza continuità da un congresso all'altro. Così per il congresso di Ginevra del 1866 e quello di Losanna nel 1867, Eccarius traduce i discorsi in inglese e in tedesco. Al Congresso di Bruxelles del 1868, Jung traduce in inglese, Lessner in tedesco e Van der Berghe in fiammingo. Al Congresso dell'Aia del 1872 Dupont, Frankel e Eccarius sono nominati traduttori ufficiali (Freymond 1962b, 38, 116, 244). A partire dal 1889 si rileva una continuità nella scelta dei traduttori, come Eleanor Marx, che ricopre questa funzione a Bruxelles, Zurigo e Londra. Certi delegati diventano allora i traduttori regolari dell'Internazionale. La traduzione dall'inglese è affidata a Smith Headingley, talvolta indicato con il nome di Adolphe Smith. Nato nel 1846, egli partecipa alla Comune di Parigi e aderisce all'AIL (Hannavy 2013). Si stabilisce in seguito a Londra e dopo il 1884 scrive regolarmente del movimento operaio britannico su *Le Proletariat* (Jousse 2013). Presente alle conferenze operaie organizzate dai "possibilisti" nel 1885, 1886 e 1888, Smith Headingley partecipa poi a ciascuno dei congressi dell'Internazionale e la sua funzione gli consente di affermare una



legittimazione fondata sulla continuità. A partire dal congresso di Parigi del 1889, la traduzione dal tedesco è assicurata da Clara Zetkin, nata Clara Eissner nel 1857. Nel 1878, quando il partito socialdemocratico è messo fuori legge in Germania, emigra a Zurigo, dove sposa il russo Ossip Zetkin (Puschnerat 2003). Si stabilisce a Parigi nel 1882 e partecipa al congresso anti-possibilista che rilancia l'Internazionale. Gli anni di esilio le danno una buona conoscenza del francese e poi anche dell'inglese. Quando s'impegna nel socialismo internazionale ha una trentina d'anni e s'impone come traduttrice. Ma gli incidenti di traduzione che la mettono in discussione sono numerosi, come al Congresso di Zurigo del 1893:

Un sieur Gilles a dit dans une réunion d'indépendants que Mme Clara Zetkin, de Stuttgart, avait mal traduit certains discours et s'était rendue ridicule. La délégation suisse proteste contre cette assertion reproduite par un journal local. Le citoyen Gilles explique qu'on l'a mal compris. La citoyenne Zetkin, dans sa robe vanille brodée de violet, déclare sur un ton très haut que tout ce que peut dire le citoyen Gilles ne la touche pas: "il faut laisser aboyer les chiens" (Le Journal de Genève, 12 agosto 1893: «Un certo signor Gilles ha detto durante una riunione degli indipendenti che la signora Clara Zetkin, di Stoccarda, aveva tradotto male alcuni discorsi e si era resa ridicola. La delegazione svizzera protesta contro questa affermazione, riprodotta da un giornale locale. Il cittadino Gilles spiega che è stato capito male. La cittadina Zetkin, in abito vaniglia a ricami viola, dichiara a voce molto alta che tutto quel che può dire il cittadino Gilles non la tocca: "Bisogna lasciar abbaiare i cani"»).

La figura di Henri De Man è meno importante, perché compare dal congresso di Copenaghen del 1910, quando il BSI assume la veste istituzionale sotto la direzione di Camille Huysmans. Il suo profilo non è quello del traduttore esule quanto quello del traduttore cosmopolita. La lettura delle sue memorie permette di vedere come egli si collochi alla confluenza di più culture, beneficiando di una condizione agiata che gli consente di vivere in Germania nel 1907, poi in Gran Bretagna nel 1910 (De Man 1948; Brelaz 1974).



Si possono così individuare due profili di traduttori. Essi possono essere in primo luogo dirigenti ben integrati nel socialismo internazionale, che intervengono in maniera episodica e a seconda dell'occorrenza. In questo caso, quella della traduzione è solo una attività tra le altre, che non offre particolare legittimazione. Possono essere anche militanti marginali – a causa dell'età, del sesso, della condizione di esuli – che per la loro funzione acquisiscono una posizione all'interno dell'Internazionale. Nell'uno e nell'altro caso, la traduzione non è mai un fine in sé, ma un trampolino per raggiungere una legittimazione internazionale. Riveste anche una funzione di mediazione tra due sistemi linguistici e culturali.

Il ruolo politico dei traduttori dell'Internazionale

Come mediatori tra due lingue, i traduttori, filtrando le informazioni che fanno passare da una lingua all'altra, svolgono un ruolo cruciale. Per quanto mascherato dalla messa in scena dell'unità del proletariato, il problema della traduzione resta una questione che ne ingombra la storia fin dalle origini.

Al congresso di Londra del 1864 sono adottati dei *Provisional Rules*, Statuti provvisori redatti da Marx in inglese. Poiché il congresso prevede anche che i delegati francesi vi svolgano la parte del leone, si decide di affidarne la traduzione alla sezione parigina. Ora, questa è divisa fra Tolain, Fribourg e Limousin da un lato, favorevoli all'azione autonoma del proletariato, e, dall'altro, i fautori di una lotta condivisa con i repubblicani. E' in questo contesto che la traduzione francese delle *Provisional Rules* modifica il testo (Guillaume 1905, 9-25).

L'originale suona: *the economical emancipation of the working classes is therefore the great end to which every political movement ought to be subordinate as a means* (Address: «l'emancipazione economica dei lavoratori è il grande scopo al quale ogni movimento politico dovrebbe essere subordinato come mezzo»), ma il gruppo parigino toglie l'espressione «come mezzo» per sottolineare meglio che l'emancipazione deve essere perseguita indipendentemente all'agitazione repubblicana. Prima di essere adottata a Ginevra nel 1866 (Freymond 1962a, 68-69), questa versione circola in Francia in modo informale, poi è utilizzata nel dibattito tra i sostenitori di Marx e quelli delle federazioni del Giura e di Bakunin. Per i primi, la versione francese delle *Rules* porta l'impronta dell'influenza nociva degli



autonomisti, segnati dall'astensionismo proudhoniano (Guillaume 1907, 202-207).

Riconducibili alle vicende stesse dell'Internazionale, gli incidenti di traduzione si ripetono a ogni congresso, senza per questo essere la spia di una manipolazione sistematica, perché molti sono dovuti ai rischi di una traduzione "in diretta". Ma in certi casi la loro importanza è notevole, come al congresso di Parigi del 1900, nel quale le discussioni vertono sulla questione [cioè della partecipazione dei socialisti ai governi - *N.d.T.*]. Si discute anche della sede del congresso successivo e viene proposta Vienna. Di fronte all'obiezione di un delegato, che teme misure repressive, Adler replica che la polizia austriaca è molesta, ma

l'Autriche n'en a pas le privilège ; et sous la République même, avec un gouvernement où il y a un ministre socialiste, on a créé des difficultés sérieuses à Plekhanoff et à Bebel pour leur permettre d'assister à ce congrès. Je dois reconnaître que l'Autriche est encore plus policière que la France (Compte rendu Paris 1901, 144: «l'Austria non è la sola ad avere questo privilegio; e perfino sotto la Repubblica, con un governo in cui siede un ministro socialista, la Francia ha creato serie difficoltà a Plechanov e a Bebel per assistere al Congresso. Devo riconoscere che l'Austria è ancora più poliziesca che la Francia»).

Questa dichiarazione è completata da una nota:

Le sténographe n'a pas pris note d'un petit incident qui se produisit ici : le citoyen Adler avait parlé en allemand et ses paroles avaient été traduites par la citoyenne Zetkin, mais ce citoyen comprend le français et il s'aperçut que la traductrice avait exagéré le rapprochement établi entre la France et l'Autriche et la portée des observations relatives à Millerand. Il protesta vivement (Compte rendu Paris 1901, 145: «Lo stenografo non ha registrato un piccolo incidente che si è verificato a questo punto: il cittadino Adler aveva parlato in tedesco e le sue parole erano state tradotte dalla cittadina Zetkin, ma questo cittadino [Adler] conosce il francese e si è accorto che la traduttrice aveva esagerato l'accostamento tra la Francia e l'Austria e la portata delle osservazioni relative a Millerand. E ha protestato vivacemente.»).



Naturalmente, questa scaramuccia deve essere inquadrata nel più ampio dibattito sulla questione ministeriale, cioè della partecipazione dei socialisti ai governi, sulla quale Adler assume una posizione più sfumata, mentre Zetkin è decisamente contraria. I traduttori svolgono così il ruolo di attori politici, e possono utilizzare la procedura per imporre un punto di vista. Il caso più visibile è quello dei congressi che seguono la ripresa del ciclo internazionalista dopo il 1889: l'elenco dei traduttori a Bruxelles non compare, ma nel verbale figurano Eleanor Marx e il suo compagno Edward Aveling, così come Bebel. A Zurigo il verbale in tedesco menziona Eleanor Marx, Smith Headingley, Helmann, Bonnier e Andreas Scheu, così come Clara Zetkin, che è citata dal «Journal de Genève». Al Congresso di Londra, i traduttori sono Eleanor Marx, Eduard Bernstein, Wilhelm Liebknecht, Jean Sigg, Smith Headingley e Clara Zetkin. In questi congressi sono i parenti di Marx e Engels o le persone a loro vicine che compaiono più di frequente, come se i traduttori assumessero un ruolo strategico pari a quello degli organizzatori. La funzione del traduttore, invisibile, appare centrale per comprendere i contrasti politici e ideologici nei congressi, così come la graduale e sfumata vittoria dei marxisti. La fondazione del Bureau socialiste international e la relativa istituzionalizzazione dei congressi attenuano questo aspetto, e il traduttore passa molto gradualmente dallo statuto di mediatore a quello di amministratore.

Ciò avviene anche perché nei primi anni del Novecento il problema della diversità linguistica cambia di senso, diventando esso stesso manifestazione del progetto socialista. Il multilinguismo è prima di tutto il segno che il mondo dei lavoratori è in grado di unirsi per elaborare un progetto comune. Questa capacità di prescindere dalle barriere culturali e linguistiche è rappresentata nei momenti di convivialità, come succede ad esempio al congresso di Bruxelles del 1891, quando i delegati vengono ricevuti nella Casa del Popolo di Gand:

on entend des discours dans toutes les langues. Chacun vient, s'exprimant dans son langage, faire connaître la sympathie des travailleurs de son pays pour ceux des autres nationalités (Congrès Bruxelles 1893, 21: «si sentono discorsi in tutte le lingue. Ognuno, esprimendosi nella propria lingua, comunica la simpatia nutrita dai lavoratori del suo



paese per quelli di altre nazionalità»).

Questa tradizione della riunione in cui si possono ascoltare tutte le lingue si rinnova di congresso in congresso, fino a quello di Copenaghen del 1910, tanto che Vaillant *regrette que la différence de langue rende la compréhension difficile, mais c'est un signe admirable pour l'esprit qui anime le mouvement ouvrier internationale que l'on soit parvenu, malgré ces difficultés à organiser une telle démonstration (Congrès Copenhague 1911, 69: «si rammarica che la differenza di lingua renda difficile la comprensione, ma il fatto che si sia riusciti, malgrado queste difficoltà, a organizzare una dimostrazione come questa è un segnale mirabile dello spirito che anima il movimento operaio internazionale»)*. C'è dunque da constatare un'evoluzione nella pratica delle lingue: con l'AIL, la questione si poneva appena; a partire dal 1889 diventa una sfida politica, in quanto fa parte delle funzioni organizzative di cui bisogna assumere il controllo; poi dal 1900 e con l'istituzionalizzazione dell'Internazionale è assunta consapevolmente come segnale dell'universalità del socialismo.

I traduttori dei congressi dell'Internazionale agiscono dietro le quinte perché portano il peso delle contraddizioni del movimento operaio, il quale non può sfuggire alle frontiere culturali della borghesia. Ciò che resta inespresso non deve essere però sopravvalutato. L'attività dei traduttori non è trattata come problema teorico perché è risolta alla stregua di una questione organizzativa: caso per caso nell'AIL, quando la natura ristretta delle assise non richiedeva nulla più di questo; in modo più regolare dopo il 1889, allorché l'Internazionale si autorappresenta come parlamento mondiale dell'umanità operaia. E' in questo processo di transizione che il colore politico di una funzione ambigua - che fa del traduttore la posta in gioco e insieme l'agente di una lotta per l'influenza sull'intero movimento - diventa variegato, prima che negli anni che precedono la prima guerra mondiale abbia luogo l'istituzionalizzazione dell'Internazionale. Far transitare delle idee o dei testi da una cultura politica all'altra assume spesso il carattere di una *intervention politique* (Jaume, Laquière 2005), cioè di un «intervento politico» di cui occorre depotenziare gli effetti. Ma l'analisi fatta fin qui dimostra che la circolazione delle idee socialiste prima del 1914 rientra soprattutto nell'ambito di una comunicazione il cui scopo è quello di rendere accessibile una data parola,



senza necessariamente manipolarla e ancor meno creandola.

L'autore ringrazia Aldo Agosti per il suo notevole lavoro di traduzione e Elisa Marcobelli per la sua rilettura attenta del saggio.

Fonti archivistiche

Papiers Renard: Papiers Georges Renard, Bibliothèque historique de la Ville de Paris, MS 2498, f. 152

Riferimenti bibliografici

Address: Address and Provisional Rules of the Working Men's International Association, London, November 1864, ora in *Marx-Engels Gesamtausgabe* (MEGA), I Abteilung, Band 20, pp. 3-12

Berman 1995: Antoine Berman, *L'épreuve de l'étranger. Culture et traduction dans l'Allemagne romantique: Herder, Goethe, Schlegel, Novalis, Humboldt, Schleiermacher, Hölderlin*, Paris, Gallimard, Collection « Tel », 1995 [1984]

Brelaz 1974: Michel Brelaz, *Pacifisme et internationalisme dans la première partie de l'oeuvre d'Henri De Man (1902-1941)*, in «Revue européenne des sciences sociales et Cahiers Vilfredo Pareto», tome XII, 1974, 31, Genève, Éditions Droz

Bulletin BSI 1979: *Bulletin périodique du Bureau socialiste international, 1909-1913, années I-VI, numéros 1-11 et suppléments*, Introduction de Georges Haupt, Genève, Minkoff Reprints, 1979

Cinquième congrès 1901: Cinquième congrès socialiste international, tenu à Paris du 23 au 27 septembre 1900, compte rendu analytique officiel, Paris, société nouvelle de

Compte rendu Paris 1901: Compte rendu sténographique non officiel de la version française



du cinquième congrès socialiste international, tenu à Paris du 23 au 27 septembre 1900, Paris, Cahiers de la Quinzaine

Congrès Bruxelles 1893: Congrès international ouvrier socialiste, tenu à Bruxelles du 16 au 23 août 1891. Rapport publié par le secrétariat belge, Bruxelles, Imprimerie Veuve Désiré Brismée

Congrès Copenhague 1911: VIIIe Congrès socialiste international tenu à Copenhague du 28 août au 3 septembre 1910. Compte rendu analytique publié par le secrétariat du Bureau socialiste international, Gand, Société coopérative Volksdrukkerij

Congrès Stuttgart 1908: VIIe Congrès socialiste international, tenu à Stuttgart du 16 au 24 août 1907. Compte rendu analytique publié par le secrétariat du Bureau socialiste international, Bruxelles, Imprimerie-lithographie Veuve Désiré Brismée

Congrès Zurich 1977: Congrès international ouvrier socialiste tenu à Zurich du 6 au 12 août 1893, introduction de Michel Winock, Genève, Minkoff Reprint, p. 47.

De Man 1948: Henri De Man, Cavalier seul. 45 années de socialisme européen, Genève, Les Éditions du Cheval Ailé

Donald 2001: Maria Donald, Workers of the World Unite? Explaining the Enigma of the Second International, in Martin H. Geyer and Johannes Paulmann, The Mechanics of Internationalism. Culture, Society and Politics from the 1840s to the First World War, Oxford, Oxford University Press

Freymond 1962a: La Première internationale. Recueil de documents publiés sous la direction de Jacques Freymond, textes établis par Henri Burgelin, Knut Langfeldt et Miklos Molnar, introduction par Jacques Freymond, vol. I, Genève, Droz

Freymond 1962b: Procès verbal du 5e congrès général de l'Association internationale des travailleurs, tenu à La Haye en septembre 1872, in La Première internationale. Recueil de documents publiés sous la direction de J. Freymond, Textes établis par Henri Burgelin, Knut



Langfeldt et Miklos Molnar, vol. II, Genève, Droz

Fröhlich 1965: Paul Fröhlich, *Rosa Luxemburg. Sa vie et son oeuvre*, Paris, François Maspero.

Guillaume 1905: James Guillaume, *L'Internationale. Documents et souvenirs*, vol. I, Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition

Guillaume 1907: James Guillaume, *L'Internationale. Documents et souvenirs*, vol. II, Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition

Hannavy 2013: John Hannavy, *Headingley, Adolphe Smith (1846-1924)*, in *Encyclopaedia of Nineteenth Century Photography*, edited by John Hannavy, London, Routledge

International Socialist 1896: *International Socialist Workers and Trade Union Congress. Report of Proceedings, List of British Foreign Delegates and Balance Sheet*, London, Twentieth Century Press

Jaume, Laquière 2005: Lucien Jaume, Alain Laquière (dir.), *Interpréter les textes politiques* «Cahiers du CeViPoF», 39

Jousse 2013: Emmanuel Jousse, *La construction intellectuelle du socialisme réformiste de la Commune à la Grande Guerre*, thèse de doctorat d'histoire, soutenue le 9 décembre 2013, sous la direction de Marc Lazar, Paris, IEP de Paris

McLellan 1979: Woodford McLellan, *Revolutionary Exiles. The Russians in the First International and the Paris Commune*, Londres, Routledge

Noël 2010: Xavier Noël, *Paschal Grousset. De la Commune de Paris à la Chambre des députés, de Jules Verne à l'olympisme*, Bruxelles, Les Impressions nouvelles

Ordre du jour 1896: *Ordre du jour du Congrès international socialiste des travailleurs et des chambres syndicales ouvrières*, Londres, Twentieth Century Press Limited, 1896

Puschnerat 2003: Tania Puschnerat, *Clara Zetkin. Bürgerlichkeit und Marxismus. Eine*



Biographie, Essen, Klartext-Verlagsgesellschaft

Rasmussen 1996: Anne Rasmussen, *À la recherche d'une langue internationale de la science 1880-1914*, in *Science et langues en Europe*, [colloque, Paris 14-16 novembre 1994, organisé par le] Centre Alexandre Koyré ; sous la direction de Roger Chartier et Pietro Corsi, Paris, École des hautes études en sciences sociales; Centre national de la recherche scientifique; Muséum national d'histoire naturelle

Vincent 1992: Steven K. Vincent, *Between Marxism and Anarchism. Benoît Malon and French Reformist Socialism*, Oakland, University of California Press